

## Sommet américano-russe

## Les lauriers que s'attribue Cassis sont-ils mérités?



**Le chef des Affaires étrangères dit avoir joué un rôle décisif pour décrocher cette rencontre de premier plan. Tous les élus ne sont pas d'accord.**

Arthur Grosjean Berne

En accueillant le sommet Biden-Poutine à Genève, la Suisse a réalisé un joli coup diplomatique. Cela, personne ne le conteste. Mais l'action du chef des Affaires étrangères Ignazio Cassis et de ses troupes a-t-elle été décisive ou faut-il y voir une simple retombée du positionnement de la Genève internationale et de la tradition suisse des bons offices?

Ignazio Cassis semble avoir tranché. Interrogé récemment par la radio alémanique, le conseiller fédéral se lançait des fleurs: «C'est un succès pour moi, pour notre ligne et pour mon corps diplomatique.» En revanche, quand on se tourne vers le Département fédéral des affaires étrangères pour nous expliciter concrètement ce succès, on se heurte vite à un mur du silence.

### L'atout de la discrétion

On nous fait comprendre que le principal atout de la Suisse en la matière, c'est sa discrétion. Pas question de se mettre en lumière, puisque les vraies vedettes du sommet, prévu les 15 et 16 juin, sont les présidents Biden et Poutine. Mais on peut tabler sur le fait que les diplomates helvétiques étaient aux aguets quand Joe Biden a formulé son envie de rencontrer son homologue russe.

Au parlement, au sein des commissions de politique extérieure, on se montre nettement plus bavard. «Bien sûr qu'Ignazio



«C'est un succès pour moi, pour notre ligne et pour mon corps diplomatique», affirmait récemment Ignazio Cassis, le chef des Affaires étrangères. PRESSEBILD

«Bien sûr qu'Ignazio Cassis et ses équipes ont joué un rôle important pour décrocher ce sommet, et je les en félicite.»

Laurent Wehrli, conseiller national (PLR/VD)

Cassis et ses équipes ont joué un rôle important pour décrocher ce sommet, et je les en félicite, clame Laurent Wehrli (PLR/VD). À mon avis, le chef de la mission suisse à l'ONU, Jürg Lauber, qui était auparavant en poste à New York, a bien activé son réseau de contacts.»

Et qu'on ne vienne pas dire à Laurent Wehrli que seule la tradition et le positionnement de la Genève internationale expliquent ce succès. «Ceux qui prétendent cela doivent alors m'expliquer pourquoi on n'a pas de telles rencontres régulièrement. Pourquoi n'a-t-on pas vu des sommets avec Obama à Genève?»

Christine Bulliard-Marbach (Centre/FR) estime que la réputation suisse d'accueil et de bonne gouvernance a fait beaucoup. Mais elle décerne aussi un satisfecit aux diplomates et à Ignazio Cassis. Elle le dit d'autant plus volontiers qu'elle est assez contrariée par la position et le ton du ministre des Affaires étrangères dans un autre dossier: l'accord institutionnel avec l'UE, qui vient d'être plombé.

À gauche, on se montre bien plus dubitatif. Le conseiller aux États Carlo Sommaruga (PS/GE) voit dans ce succès essentiellement les fruits d'une politique suisse et genevoise de bons offices. «La diplomatie suisse a développé depuis longtemps une stratégie d'État hôte qui est renforcée par sa neutralité. Genève a aussi démontré sa capacité de gérer un tel événement. Que ce soit au niveau sécuritaire ou hôtelier.»

Pour Carlo Sommaruga, ces conditions-cadres sont décisives, plus «qu'une intervention de dernière minute» d'Ignazio Cassis. Il reconnaît cependant un mérite au conseiller fédéral tessinois. «Il est très engagé en faveur du renforcement de la Genève internationale. Récemment, il y a développé par exemple la diplomatie scientifique.»

Le conseiller national Yves Nidegger (UDC/PS) rigole. «Je comprends qu'Ignazio Cassis fasse cocorico et que la Suisse soit fière d'accueillir ce sommet. Mais cela n'a pas été obtenu de haute lutte, plutôt par défaut. Personne, après le Covid, n'a envie d'aller se geler dans les pays nordiques comme la Finlande, dont la neutralité n'a pas la même valeur que celle de la Suisse. Et puis Genève a déjà fait la preuve par l'acte qu'elle maîtrise l'organisation de ce type de sommet.»

### L'électrochoc de 2012

Le mot de la fin? Laissons-le à ce connaisseur du dossier qui ne tient pas à être cité. Il souligne qu'une multitude de facteurs intervient toujours pour décrocher un tel sommet. Il remarque que la Suisse se montre bien plus proactive et investit davantage dans la Genève internationale depuis l'électrochoc de 2012. Cette année-là, notre pays avait essuyé un cuisant échec en n'obtenant pas le siège permanent du Fonds vert pour le climat, parti en Corée du Sud. Les conditions-cadres jouent un rôle crucial, mais les contacts aussi. Et parfois, c'est une simple question d'agenda ou de proximité géographique qui fait pencher la balance.